

BURUNDI : Des familles rapatriées ont besoin d'abris

IRIN, 29 octobre 2009 Photo: Barnabe Ndayikeza/IRIN Virginia Nzeyimana vit sous un arbre, à Gihanga Bujumbura - Dans la province de Bubanza, dans l'ouest du Burundi, des centaines de familles burundaises récemment rapatriées vivent en plein air, faute d'avoir pu identifier l'emplacement de leur maison d'origine. Depuis environ un mois, certaines 300 familles (dont 85 rapatriées) arrivées récemment dans un camp de transit vivent sous des arbres ou dans la vanne du bureau communal de Gihanga, dans la province de Bubanza. « Nous sommes venus ici car nous ne savions pas où vivaient nos pères et nos grands-pères. Tout ce que nous savons, c'est qu'ils vivaient ici [à Gihanga] », a dit Donat Mukeko, qui fait partie de ces rapatriés.

D'après Mukeko, la plupart de ceux qui sont rentrés sont nés en Tanzanie et ont l'impression d'être « des étrangers des villages de leurs grands-parents ». Risques sanitaires Virginia Nzeyimana, une autre rapatriée, a raconté : « Les moustiques nous piquent toutes les nuits, nous n'avons pas de moustiquaires, et même si nous en avons, où pourrions-nous les suspendre ? Nous sommes aussi exposés à la pluie ». Bien qu'elle soit née à Rutana, dans l'est du Burundi, Mme Nzeyimana est arrivée à Gihanga parce que c'est de là qu'est originaire son mari. « Comme vous voyez, je n'ai qu'un seul vêtement, alors il fait parfois très froid », a-t-elle dit. D'après Mme Nzeyimana, les rapatriés ont besoin d'accéder à des abris de toute urgence, car la saison des pluies a commencé. « Les responsables devraient chercher des abris acceptables pour nous ; nous devons être traités comme des êtres humains, après avoir souffert en exil pendant si longtemps », a-t-elle dit. Elle a ajouté qu'ils avaient également besoin de services de santé et de davantage de nourriture. Les rapatriés ont indiqué que les rations alimentaires « pois, maïs et huile alimentaire » qu'ils avaient reçues du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (UNHCR) à leur arrivée étaient presque épuisées. Kits d'aide

Photo: Barnabe Ndayikeza/IRIN Des affaires appartenant à des rapatriés entreposées devant les bureaux communaux de Gihanga D'après Bernard Ntwari, chargé de l'information à l'UNHCR, chaque rapatrié reçoit un kit d'aide prévu pour six mois, ainsi que des produits non-alimentaires tels que des bâches en plastique, des couvertures, des houes, des jerrycans et du savon. « Certains de ces rapatriés sont arrivés en août, septembre ou octobre dernier ; ceux-là ont donc encore de l'aide alimentaire », a dit M. Ntwari. « En ce qui concerne ceux qui sont arrivés plus tard, le PARESI [Programme de réintégration des sinistrés, au sein du ministère de la Solidarité nationale] traitera chaque cas individuellement ». « Mais au bout de six mois, l'UNHCR ne fournit plus d'aide alimentaire aux rapatriés », a-t-il ajouté. Il a indiqué que l'UNHCR collaborait avec le PARESI pour élaborer un plan de réinstallation des rapatriés qui se retrouvent sans terre. « Ils [le PARESI] sont en train d'examiner s'il serait plus facile de les réinstaller dans les villages de la paix existants, ou d'en construire de nouveaux près de leurs villages d'origine », a dit M. Ntwari. Cependant, il a souligné que même si l'aide alimentaire prenait fin au bout de six mois, l'agence onusienne travaillait avec des partenaires locaux, comme Iteka « un groupe de défense des droits humains » afin de surveiller l'évolution de la situation des rapatriés. Il a ajouté que la carte d'identité que chaque rapatrié recevait à son arrivée constituait un des outils essentiels pour leur protection. Une délégation du ministère de la Solidarité nationale, qui s'est rendue à Gihanga le 29 octobre dernier pour évaluer les besoins des rapatriés, a promis qu'une aide humanitaire serait envoyée aux familles dans les jours à venir ». Village de la paix D'après Chantal Hatungimana, directrice du service Rapatriement, la délégation a noté que les rapatriés avaient besoin de bâches en plastique pour s'abriter, ainsi que de moustiquaires. En ce qui concerne l'aide alimentaire, Mme Hatungimana a indiqué que ceux qui étaient arrivés il y a un mois avaient bénéficié du kit prévu pour six mois. « Mais ceux qui sont arrivés plus tard ont épuisé leur stock », a-t-elle dit. « Nous signalerons au ministère, de façon à ce qu'une aide alimentaire soit distribuée aux rapatriés dès que possible ». Selon Mme Hatungimana, l'administration communale de Gihanga a promis de mettre à disposition des terrains pour la construction d'un « village de la paix » destiné aux rapatriés sans terre. A ce jour, les rares rapatriés qui ont réussi à identifier leur terrain ont dit que des bâtiments publics y avaient été construits. « Mon terrain est occupé par des églises et des écoles », a raconté Vianney Gahungu, 65 ans. « J'ai entendu dire que ce qui reste de mon terrain allait être repris par d'autres personnes ». Gordien Kanjori, administrateur de Gihanga, a dit qu'il avait assisté certains rapatriés en les aidant à trouver refuge dans d'autres foyers ou dans des bâtiments communaux, ou encore en leur donnant des terres pour qu'ils puissent construire des huttes. [FIN] [Les informations vous sont parvenues via IRIN, un département d'informations humanitaires des Nations Unies, mais ne reflètent pas nécessairement les vues des Nations Unies ou de ses agences]